

Arrêté n° 25-088-NB

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE  
PORTANT CHANGEMENT D'EXPLOITANT D'UNE CARRIÈRE DE GRÈS  
SITUÉE AU LIEU-DIT « LA LANDE DU BOSQUET »  
AU BÉNÉFICE DE LA SOCIÉTÉ AGRÉGATS REVALORISATION NÉGOCES (ARN)  
SUR LA COMMUNE DES MOITIERS-D'ALLONNE**

**LE PRÉFET DE LA MANCHE,**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- VU** les parties législatives et réglementaires du code de l'environnement, notamment le livre I et le livre V ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L. 121-1 et L. 211-2 ;
- VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;
- VU** le décret n° 94-485 du 9 juin 1994 modifiant la nomenclature des installations classées en y insérant la rubrique n° 2510 relative aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage de matériaux relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques n° 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées ;

- VU** l'arrêté préfectoral n° 10-28 du 4 mars 2010 autorisant pour une durée de 20 ans, la société SECMA à poursuivre et à étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de grès sur le territoire de la commune des Moitiers-d'Allonne au lieu-dit « La Lande du Bosquet » ;
- VU** l'offre d'acquisition de 100 % des titres de la société SECMA par la société Agrégats Revalorisation Négoces (ARN) du 17 janvier 2025 signée par le cédant et le cessionnaire le 21 janvier 2025 ;
- VU** le dossier de porter à connaissance de la société Agrégats Revalorisation Négoces (ARN) en date du 14 avril 2025 sollicitant l'autorisation du préfet de la Manche en vue du changement d'exploitant de l'installation susvisée, de la société SECMA au bénéfice de la société AGRÉGATS REVALORISATION NÉGOCES (ARN) dont le siège social est situé 36 route des Héleines – Acqueville - 50440 LA HAGUE ;
- VU** le rapport et les propositions de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Normandie en date du 12 mai 2025 ;
- VU** le courriel du 12 mai 2025 de transmission à l'exploitant du projet d'arrêté préfectoral complémentaire l'invitant à faire part de ses observations au préfet de la Manche dans le cadre de la procédure contradictoire ;
- VU** l'absence d'observation de l'exploitant formulée par courriel du 13 mai 2025 sur le projet d'arrêté ;

**CONSIDÉRANT ce qui suit :**

- le changement d'exploitant d'une carrière, subordonnée à la constitution de garanties financières, est soumis à autorisation préfectorale en application de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;
- la société AGRÉGATS REVALORISATION NÉGOCES (ARN) dispose des capacités techniques et financières pour poursuivre dans de bonnes conditions l'exploitation de la carrière de « La Lande du Bosquet » à Les Moitiers-d'Allonne et des installations de traitement des matériaux associées ;
- les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par l'arrêté d'autorisation modifié, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité et la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;
- il n'est pas prévu, dans le cadre de la demande de modification sollicitée, de modifier les conditions d'exploitation telles qu'elles ont été autorisées par l'arrêté préfectoral du 4 mars 2010 notamment pour ce qui concerne le périmètre autorisé et le périmètre d'extraction, la cote de fond de fouille ou la production maximale ;
- l'entrée en vigueur du présent arrêté est cependant conditionné à la transmission au préfet d'un acte de cautionnement solidaire signé d'un montant maximum de deux cent seize mille deux cent cinquante-quatre euros ;

**SUR** proposition de la Secrétaire générale de la préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

L'autorisation d'exploiter la carrière à ciel ouvert de grès et des installations de traitement des matériaux, situées sur la commune des Moitiers-d'Allonne est transférée à la société AGRÉGATS REVALORISATION NÉGOGES (ARN), représentée par M. Thomas PERROTTE, dont le siège social est situé 36 route des Héleines - Acqueville – 50440 LA HAGUE, dans l'intégralité des droits et obligations attachés à l'arrêté préfectoral du 4 mars 2010 susvisé.

L'autorisation d'exploiter est conditionnée à la constitution effective des garanties financières. L'absence de garanties financières d'ici le 30 mai 2025 entraîne la suspension de l'activité après la mise en œuvre des modalités prévues aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 2 : Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie du présent arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de la commune des Moitiers-d'Allonne et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie des Moitiers-d'Allonne pendant une durée minimum d'un mois. Un certificat d'affichage du maire attestera de l'accomplissement de cette formalité ;
- 3° L'arrêté est publié pendant une durée minimale de quatre mois sur le site internet des services de l'État dans la Manche – [www.manche.gouv.fr/Publications/Annonces-avis](http://www.manche.gouv.fr/Publications/Annonces-avis)

### **ARTICLE 3 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Caen sis 3, rue Arthur Leduc BP 536 14035 CAEN cedex :

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2°) par un tiers intéressé en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- l'affichage en mairie des dits actes dans les conditions prévues à l'article 2 du présent arrêté ;
- la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans la Manche prévue à l'article 2 du présent arrêté.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible via le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux, de notifier son recours au préfet et au bénéficiaire de la décision.

La notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Elle est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

#### **ARTICLE 4 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture, le maire des Moitiers-d'Allonne, le chef de l'unité bidépartementale Calvados-Manche de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie et le président la société AGRÉGATS REVALORISATION NÉGOCES (ARN) sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Lô, le **20 MAI 2025**

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale



Perrine SERRE